

Le Sahara occidental réclame son droit

Deux ONG, la Fondation américaine RF Kennedy et Amnesty International ont appelé, lundi, le Conseil de sécurité de l'ONU à proroger le mandat de la MINURSO et exhorté l'administration Biden, en tant que porte-plume du mandat, à garantir l'inclusion d'un mécanisme de surveillance des droits humains dans ce territoire non autonome.



A quoi sert la Minurso si elle ne peut organiser le référendum ?

Le Conseil de sécurité de l'ONU tenait, hier, une session de vote sur un projet de résolution sur le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), mandat devant expirer le 31 octobre, sur fond d'appels urgents quant à la nécessité de traiter la question sahraouie avec «responsabilité et clarté». En prévision de cet événement qui intervient dans un contexte de guerre entre les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, suite à la violation par ce dernier du cessez-le feu dans la zone tampon d'El-Guerguerrat le 13 novembre 2020, des responsables sahraouis et plusieurs parties épris de la paix dans le monde ont appelé le Conseil de sécurité «à prendre des mesures concrètes contre l'occupant marocain». Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a rappelé, dans une lettre envoyée au SG de l'ONU, que «le Maroc poursuit son occupation et sa politique répressive contre les Sahraouis, en raison de l'inaction de l'ONU et l'absence de toute réprimande de la communauté internationale», appelant le Conseil de sécurité «à abandonner ses anciennes méthodes et à opter pour une politique en phase avec les données actuelles que connaît le conflit». «Le Conseil de sécurité doit, à la lumière des nouvelles données que connaît le conflit, abandonner ses anciennes méthodes de traitement de la question sahraouie et assumer sa pleine responsabilité», a plaidé M. Ghali, faisant observer que «la situation actuelle est causée par l'échec du Conseil de sécurité de l'ONU et du secrétariat général des Nations unies à assumer leurs responsabilités». Il a ajouté que «le Conseil de sécurité de l'ONU doit montrer l'exemple en déterminant les raisons et la partie derrière le blocage de la résolution du conflit et garantir en conséquence une solution juste et effective du conflit». Et il estime «qu'il est devenu urgent d'élargir le mandat de la MINURSO pour inclure un mécanisme des droits humains, afin de surveiller la situation des droits humains, dans un cadre indépendant et impartial, de manière globale et régulière».

Deux ONG, la Fondation américaine RF Kennedy et Amnesty International ont appelé, lundi, le Conseil de sécurité de l'ONU à proroger le mandat de la MINURSO et exhorté les Etats-Unis, porte-plume du mandat, à garantir l'inclusion d'un mécanisme de surveillance des droits humains dans ce territoire non-autonome. Pour sa part, le Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits humains au Sahara occidental a appelé, vendredi, le SG de l'ONU à agir de manière forte en faveur du respect des droits de l'homme au Sahara occidental, tout en critiquant son rapport sur la situation prévalant dans les territoires sahraouis. «L'ONU doit rétablir la confiance et inspirer l'espoir aux Sahraouis, en agissant de manière ferme et cohérente en faveur du respect des droits humains, y compris le libre exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément à la résolution 1514 de l'assemblée générale», ont souligné les 301 organisations composant le Groupe de Genève.

S'exprimant dans le même sillage, l'ambassadeur algérien Amar Belani, envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, a déclaré que «les risques d'escalade sont sérieux et, plus que jamais, le Conseil de sécurité doit traiter la question sahraouie avec lucidité et responsabilité car il y va de la paix et de la stabilité dans la sous-région». «Dans le cas contraire, il serait tout à fait légitime de s'interroger sur la pertinence, voire l'utilité, de la relance d'un processus politique désincarné qui ne serait pas en phase avec les nouvelles réalités sur le terrain et qui légitimerait le fait accompli colonial, y compris dans une zone tampon censée être démilitarisée conformément aux accords contraignants signés par les deux parties et endossés par le Conseil de sécurité». Mardi, Belani, s'est entretenu avec le vice-ministre russe des AE, Sergueï Vershinine. Les deux parties ont constaté «les mesures contre-productives visant à prédéterminer le statut final du Sahara occidental». Ils ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts coordonnés de la communauté internationale pour parvenir à une solution qui réponde aux intérêts fondamentaux du peuple sahraoui. Vershinine a réitéré la

position de Moscou en faveur d'une solution politique sur la base des résolutions pertinentes des Nations unies et de son Conseil de sécurité». Un «soutien mutuel» a été également exprimé au nouvel Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura.